

## **Interventions dans la campagne pour le Oui dans le référendum de la Constitution européenne en France.**

**Tours: 16 Mai 2005**  
**Le Creusot: 17 Mai 2005**  
**Limoux: 18 Mai 2005**  
**Beauvais: 19 Mai 2005**  
**Metz: 20 Mai 2005**  
**Poitiers: 26 Mai 2005**

### **I. Introduction**

#### 1. Mes chers amis,

Merci tout d'abord pour l'occasion que vous me donnez de venir ce soir parmi vous défendre le Oui à la Constitution européenne lors de votre référendum du 29 Mai. Ma présence ici est, certes, un geste de solidarité à l'égard de mes camarades socialistes, mais c'est bien plus que cela. Je viens défendre un Oui qui est le mien; qui es le nôtre: celui des Socialistes espagnols dans notre Parti; celui des Socialistes européens, exprimé à l'unanimité des Parties frères qui existent dans les 25 Etats membres de l'Union européenne; celui que les Socialistes avons exprimé au sein du Parlement européen à 93 % avec 172 camarades qui avons voté Oui, une qui a voté Non, et 12 qui se sont abstenus.

Le Oui que je viens demander parmi vous nous en avons besoin, grand besoin en Europe et au delà de l'Europe: c'est le Oui de la France, le Oui des françaises et des français; ce n'est pas n'importe quel Oui. Nous en avons besoin de cet Oui parce que nous sommes persuadés de ce que la Constitution européenne, à l'heure qu'il est nous est indispensable pour notre progrès. Or sans le Oui de la France l'avenir de la Constitution serait sérieusement compromis; sans le Oui de la France, la Constitution européenne serait sérieusement dévaluée.

#### 2. Je voudrais vous parler en militant de gauche que je suis: de la gauche même de mon Parti, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol; mais aussi en résistant antifasciste qui n'a pas appris ce que cette résistance fut, dans les livres d'Histoire ni dans les films mais dans ma propre chair, dans mon action contre la dictature franquiste que j'ai payée lourdement en termes de torture et de prison. Je vous parlerai encore en combattant antiimpérialiste: en sandiniste qui suis rentré a la tête du premier commando pour libérer Managua des forces du dictateur Somoza; et qui me suis battu à bien d'autres reprises pour la liberté et l'émancipation en Amérique Latine. C'est dire que je m'adresse à vous en activiste de la solidarité Nord / Sud.

Par ailleurs je ne voudrais pas m'exprimer ce soir ni en juriste ni en politologue, mais de façon beaucoup plus simple: en citoyen qui se veut conscient et responsable, en homme épris de paix et de progrès. En ami qui se sent quelque peu dérouté par le débat de cette campagne que j'essaye de suivre de près et que je trouve saturée d'arguments savants, compliqués, parfois excessivement techniques, voire académicistes. Ajoutons que l'ami est aussi quelque peu écoeuré par des énormités que j'entends à l'encontre de la Constitution européenne, lui faisant dire parfois ce qu'elle ne dit pas et même lui faisant dire le contraire de ce qu'elle dit, sans la moindre

décence, tout paraissant permis pour la disqualifier, avec un manque de respect à l'égard des citoyens et des citoyennes qui me dérange et qui m'indigne. Parfois j'aimerais croire en Dieu, ne fût-ce que pour pouvoir affirmer de façon cohérente combien j'espère que "Dieu reconnaîtra à les siens". Heureusement je crois au peuple, je lui fais confiance et j'espère très fort qu'il saura reconnaître les siens avant de voter le 29.

3. Au fond je voudrais résumer tout mon message, ce soir, en une question et sa réponse qui me paraissent fondamentalement simples: cette Constitution européenne que l'on va voter le 29 Mai, est-elle, oui ou non, un instrument, un outil utile pour aller de l'avant vers une Europe meilleure, vers une France meilleure, vers une Espagne meilleure: vers un monde meilleur, en définitive? Or ma réponse à cette question est un Oui sans réserves et sans hésitations. C'est bien pour cela que j'ai demandé à voter Oui en Espagne il y a quelques semaines, et que je vous demande de voter Oui dans quelques jours en France. Un Oui d'ailleurs de la même nature: un Oui sans hésitations et sans réserves, parce qu'un Oui qui donne sa chance au progrès.

Pourtant je décèle tout de suite en ce que je dis, un problème, une difficulté. J'affirme que la Constitution européenne est un outil, un instrument utile et efficace. Pour autant ce n'est pas facile de tomber amoureux, de montrer de l'enthousiasme pour un marteau, n'est-ce pas! Qu'il en faut pour enfoncer les clous, nul ne peut en douter... Mais de là à la passion il y a quand même un longue distance. C'est bien pour cela que j'ai défié certains de mes interlocuteurs en leur demandant avec quoi ils comptaient les enfoncer ces clous -qui sont pourtant indispensables- or là je n'ai pas eu de réponse. Aucun d'entre eux ne m'a dit "je les enfoncera à coups de tête"... Ni à coup de contre vérités.

## **II. Un instrument pour aller de l'avant**

4. Or, j'insiste, c'est surtout comme cela qu'il faut là comprendre cette Constitution européenne du rendez vous du 29 Mai: un outil qui vient à point au moment où on en a le plus besoin. Attention: un outil qu'il n'a pas été facile de forger; un outil dont personne ne nous a fait cadeau: il a fallu beaucoup se battre et se battre très dur pour en arriver là. Se battre en particulier contre des forces puissantes qui n'en voulaient pas de cette Constitution européenne: qui n'en veulent toujours pas; des forces qu'elle gêne d'une façon ou d'autre; des forces et des secteurs sociaux qui n'en ont pas besoin; qui n'en ont jamais eu besoin pour l'exercice de leur pouvoir, par la défense de leurs intérêts.

Je reprends le fil de ma pensée pour essayer de démontrer à quel point la Constitution européenne est un instruments nous permettant de progresser. Pour autant il faut être clair quant à savoir par rapport à quoi on évalue le progrès -la chance de progrès- dont elle est porteuse. Par rapport à quoi elle constitue un pas en avant extrêmement considérable. Là il y a deux points de repère qu'on vous propose; deux points de référence. On peut comparer ce que nous propose le texte Constitutionnel avec l'idéal d'Europe que nous avons ici ou là. Et l'on peut comparer ce qu'il nous offre avec ce que nous avons, avec la réalité de l'Europe dans laquelle nous vivons: avec l'Europe que nous continuerons à avoir si la Constitution n'entre pas en vigueur; avec l'Europe que nous risquons d'avoir si la Non l'emportait en France le 29 Mai.

Bien sûr, vous l'avez déjà compris: moi, c'est la deuxième démarche que j'assume: celle qui consiste à comparer le scénario offert par la Constitution avec le scénario actuel, celui des Traités en vigueur: celui, en particulier que nous avons hérité avec le Traité de Nice. Et là, la réponse, la réaction, ne peut pas faire le moindre doute. J'ajouterai d'ailleurs que l'alternative que je choisis nous rapproche pas mal de l'idéal d'Europe dont il était question dans la première option, mais encore nous met dans des conditions bien meilleures pour continuer d'avancer plus vite et mieux vers sa réalisation.

5. De façon plus précise, j'affirme sans contestation possible que, par rapport à la situation -au topo- actuel, le texte Constitutionnel représente des progrès d'une dimension historique dans certains domaines essentiels. Il comporte des progrès considérables dans d'autres domaines; et puis il y a des terrains où le progrès constatable me paraît moins important tout en restant non négligeable. Enfin, disons le sans ambages, il y a des domaines, parfois fondamentaux, où la Constitution ne suppose aucun progrès, les choses restant là, strictement là où elles étaient jusqu'à présent. Pour autant, ce qui me paraît indiscutable, c'est qu'il n'y a pas un seul domaine où la Constitution représente un recul, un pas en arrière par rapport au point de départ où nous en sommes. Il n'y a pas une seule barrière nouvelles qui puisse nous empêcher dans le nouveau cadre prévu, de continuer à nous battre pour aller de l'avant dans le sens que nous le souhaitons: nous, et d'autres, bien sûr.

Comment ne pas conclure à un bilan remarquablement positif à partir de l'analyse toute simple que je viens de vous proposer. Peut-être la chose sera encore plus évidente si j'en donne comme prévue un seul élément pour éclairer ce que je vous dis. Je vous parle en effet de progrès de dimension historique: c'en est un, que le fait même qu'il puisse y avoir une Constitution européenne. Voici quatre ou cinq ans ce n'est pas qu'on en parlait en termes d'utopie: on nous accusait de rêveurs de chimères, lorsque nous en parlions. Car cette Constitution suppose avant tout la consolidation de la dimension politique dans le projet de construction européenne. Et cette dimension politique viendra nécessairement contrôler et orienter démocratiquement la dimension économique du projet qui, elle, est bien fortement consolidée, et cela avec très peu de contrôle ou d'orientation démocratiques. J'ajouterai que l'orientation et le contrôle politique, démocratique que la Constitution introduit sur la dimension marché du projet ne pourra se faire qu'en fonction de critères sociaux et de valeurs qui sont les nôtres, ceux et celles de la gauche, et que le texte Constitutionnel inscrit de façon précise dans ses formulations.

6. Permettez moi, en tout étant de cause, de m'arrêter un instant à une autre considération, un peu en réagissant à une affirmation que j'entends souvent y compris dans la bouche de certains de mes camarades et de mes amis: "Cette Constitution comporte bien des lacunes: elle est loin d'être parfaite...", disent-ils. Or je voudrais vous amener à réfléchir avec moi quant à savoir ce que c'est, ce que serait une Constitution parfaite. La nôtre, celle des Socialistes, serait donc une Constitution parfaite? Celle que nous aurions rédigée comme s'il n'y avait dans la société européenne que des socialistes, serait donc une Constitution parfaite? Celle qui exclurait des sensibilités, des positions, des options, des points de vue autres que les nôtres, et qui pourtant sont bien présents -représentatifs- dans la société européenne... celle-la serait une Constitution parfaite? Non, vous dis-je. La perfection est un concept qui ne me paraît pas tout à fait à sa place ici. Je parlerai, quant à moi, plutôt

d'une Constitution efficace, suffisante: celle qui est capable de comprendre un grand nombre de sensibilités sociales, politiques, idéologiques; celle qui est capable de permettre à un nombre largement majoritaire de citoyens et de citoyennes de s'y retrouver et même de présenter leurs options d'avenir pour que le peuple -souverain, ne l'oublions pas- puisse se prononcer, puisse choisir. Une Constitution établissant des règles de jeu acceptables pour la majorité, pour une large majorité, est celle qui me paraît la plus proche de la perfection. Or celle que les françaises et les français allez voter le 29 Mai a réussi à convenir à 74 % des membres du Parlement européen qui lui ont montré leur soutien, en représentation de secteurs politiques et idéologiques différents des 25 pays membres de l'Union européenne. Cela me paraît une majorité raisonnable à laquelle, comme je vous le disais tout au début, les Socialistes des 25 États avons contribué d'une façon responsable et décisive.

### **III. La perspective du non**

7. Je ne rentrerai que fort peu dans les arguments -disparates par ailleurs- de ceux qui prônent le Non pour votre référendum. Mais il y a une considération qu'il me paraît important de démontrer parce qu'elle me paraît particulièrement grave et qu'elle fausse lamentablement la donne. En effet, j'entends certains affirmer assez cavalièrement que si le Non l'emporte en France, cela ne fait rien du tout: "on reviendra tous à la case zéro, on recommencera à renégocier, et au bout de peu de temps, on sera là, à nouveau face à un autre projet de Constitution bien meilleur que celui que nous avons réussi à faire signer par les 25 États communautaires, voici quelques mois". Celui, d'ailleurs, qui est déjà adopté en ses termes actuels par nombre de peuples et de Parlements nationaux, dont on ne sait pas comment ils feraient marche arrière pour faire plaisir à M. Le Pen, à Mme Laguiller, ou même à certains qui sont sensés nous être bien plus proches.

Les propos que je leur entends tenir à ce propos sont faux. D'abord parce que si la France dit non à la Constitution, celle-ci prendra, bien sûr, du plomb dans l'aile, mais elle continuera son chemin. Ce sera la France qui se mettra à l'écart, sur le bas côté de la route. Ce sera la France qui, pour la première fois depuis que le projet européen a été mis en route, à la fin de la II<sup>ème</sup> Guerre Mondiale, ne sera plus un protagoniste essentiel de ce projet, mais à peine un observateur marginalisé -automarginalisé- grincheux et divisé sur quelque chose d'aussi fondamental et pour nous, et pour vous, et pour le monde en son ensemble.

Mais ce qui est absurde et absolument prétentieux c'est de penser que tout le monde viendra renégocier en France. La question serait pour le moins: avec qui en France? Avec Le Pen, avec Chevènement; avec de Villiers ou avec Arlette... ou avec tous en même temps. Quelle blague!

Sans rentrer davantage dans les détails, je vous dirai que ce fut très dur d'en arriver au projet de texte Constitutionnel que nous avons sous la main, devant nous. Il y eut des ennemis puissants qui pour différentes raisons n'ont pas pu l'emporter ce coup-ci. C'est nous qui avons gagné. Mais, attention, ils sont tous là; ils nous attendent au premier tournant. Ils n'attendent, en fait -en se frottant les mains- qu'un Non français qui pourrait en amener d'autres. C'est à cela qu'il faut penser aussi lors du vote du 29 Mai.

#### IV. Deux réflexions finales

8. Je voudrais enfin partager avec vous tous et toutes deux réflexions finales que je tire davantage de mon expérience personnelle. La première tient de ma responsabilité actuelle au sein du Groupe Socialiste au Parlement européen, où je suis le coordinateur et le porte parole des camarades de nos vingt cinq pays pour ce qui concerne les questions de coopération, développement et action humanitaire.

Je vous parle donc à partir de cette responsabilité mais aussi à partir de ma conviction solidaire avec le monde en voie de développement. Or la Constitution européenne fait de l'Europe unie un acteur global sur la scène mondiale; un acteur responsable, cohérent et puissant. Et par là même un facteur de paix et de stabilité dans l'univers de la mondialisation, ce qui revient à dire un facteur de résistance et de contrepoids face à l'injustice et aux déséquilibres actuels.

C'est là qu'en résumant ma pensée je me dis avec la plus grande fermeté que voter Oui le 29, que dire Oui à la Constitution européenne, c'est voter pour une Europe qui pense et qui agit sur la scène internationale, en fonction de nos convictions et de nos valeurs; dire Oui a une Europe capable en définitive de contrecarrer efficacement le scénario de monopole que les Etats-Unis, et l'Administration Bush en particulier, sont en train de solidement installer sur la scène internationale. Mais si je dis cela, avec la même clareté, en les fixant dont dans les yeux je dis à ceux qui prônent le Non, que ce Non là équivaldrait à assumer, à accepter, à se rendre complices de cette situation de monopole aux conséquences tout simplement intolérables, en tout cas pour ce qui nous concerne.

Là, les européens et les européennes se doivent d'écouter ceux et celles qui sont les principales victimes de ce scénario de monopole: qu'ils écoutent les cubains, les palestiniens, les sud-africains, les brésiliens de Lula, et tant d'autres. Ils trouveront chez tous ces peuples, chez leurs représentants et leur représentantes un très grand espoir quand ils misent sur l'Europe. Or ils voient tous et toutes, en cette nouvelle Constitution le moment d'une inflexion pour que tant de bons propos, tant de bonnes intentions, commencent à devenir des réalités. Je pense que les européens et les européennes ne pouvons pas décevoir cet espoir. Mais je pense surtout que les européens et les européennes de gauche, que les français et les françaises de gauche, ne pouvons pas trahir cet espoir dont je vous parle sans nous trahir nous-mêmes. Car dans tous ces pays dans tous ces peuples ce sont des femmes et des hommes comme nous, nos sœurs et nos frères, nos camarades, qui sont à la tête du combat pour leur libération, pour leur dignité, pour leur émancipation face au sous-développement. Un combat, certes qui nous interpelle, nous socialistes, en toute première personne.

9. Ma dernière réflexion est encore plus personnelle, car c'est à partir de mon expérience toute personnelle de vie que je me sens autorisé en ces jours et en m'adressant à vous, à en appeler à la France.

Voyez, en 1944/45 le Gouvernement de la Libération accorda une centaine de bourses à des enfants espagnols dont le père avait été fusillé ou était encore condamné à mort par les bourreaux franquistes pour cause de fidélité démocratique et républicaine. Je suis l'un de ces enfants qu'on a parfois appelé chez nous "les enfants de la Libération". Vous pouvez imaginer ce que fut la formation -toute la scolarité- de ces personnes,

vivant dans le fascisme le plus noir et pourtant avançant dans la vie à travers les valeurs de la Résistance et de la République. Le jour où François Mitterrand m'a décoré de la Légion d'Honneur lors de sa dernière cérémonie de cette nature à l'Élysée, quelques semaines avant de finir sa Présidence, il a bien souligné ma condition d'ami et de résistant. Le résistant libertaire qui n'avait pu que l'être justement grâce à ce qu'il devait à la France. A celle de Mitterrand qui est aussi sans doute la vôtre. A celle qui est certainement la mienne.

Or c'est de cette France que l'Europe ne peut pas se passer, aujourd'hui moins encore qu'hier: de cette France qui n'a jamais répondu non à l'appel qui était le nôtre: celui d'un très grand nombre d'européens et d'européennes comme moi; à l'appel de bien des peuples dans le besoin un peu partout dans le monde. Car dites vous bien que cette France reste un symbole et un modèle important: celui de la liberté, de l'égalité et de la solidarité, mais aussi celui de la générosité, de l'hospitalité, de la tolérance. J'irai même plus loin: la France que nous aimons, que nous admirons, la France que nous interpellons, aussi le 29 Mai, c'est la France de la rationalité, de l'honnêteté intellectuelle. La France du sens de l'État et du sens de l'Histoire.

Or à l'heure où l'on attend, où nous attendons la France au rendez-vous de l'Histoire -de la vôtre, de la nôtre et de celle de l'Humanité- je ne peux pas imaginer que cela soit une autre France qui rapplique: celle du rabougrissement nationaliste chauvin, celle qui se regarde le nombril, égoïste, anachronique, rance et enfermée; celle aussi de l'opportunisme, de la démagogie, de l'irresponsabilité; celle de toutes les médiocrités, en définitive. Moi, je ne le crois pas; je ne peux pas le croire: je ne veux pas le croire. Et cela surtout et avant tout parce que je fais confiance à votre intelligence qui sera plus forte que toute manipulation. Je suis en effet persuadé de ce que les français et les françaises ce 29 Mai vont comprendre largement qu'à l'heure qu'il est, il ne peut y avoir de France en progrès que dans une Europe en progrès. Mais pour qu'il puisse y avoir une Europe en progrès, il faut d'abord qu'il y ait une Europe tout court. Une Europe réelle -non virtuelle, ni dans les prières ou dans l'imaginaire de l'un ou de l'autre -et qui vous permettra d'avancer pour la rendre toujours meilleure.

C'est celle là l'Europe unie de la Constitution: l'Europe que la France ne peut pas laisser aux autres, comme si elle n'y était pour rien. Parce que je vous connais et parce que j'ai confiance en vous, c'est à vous tous et toutes que je transmets le message d'une grande partie d'européens et d'européennes en reprenant les mots du poète pour vous dire: "Je vous salue, ma France". Persuadé comme je le suis que le 29 au soir ce sera la fête du Oui, la fête de l'espoir, la fête du jour où vous aurez su garder pour votre pays la place au premier rang qui lui revient -et que nous lui voulons- dans l'effort pour le progrès qui est à la base de tout ce que nous sommes et représentons à gauche et au sein de la famille socialiste.

Merci de votre patience; merci de votre attention.